

BTS TC2
TD STI
Economie sociale et solidaire

Travail à faire

A partir de la vidéo :

- Définissez ce qu'est le PIB.
- Que propose la commission Stiglitz pour améliorer le PIB ?
- Identifiez les particularités d'une entreprise sociale.

A partir du document 1 :

- Relevez les indicateurs mettant en évidence l'importance de l'ESS dans l'économie française.

- Identifiez les arguments selon lesquels l'ESS est une chance de sortir de la crise.

- Identifiez les arguments qui relativisent cette vision optimiste de l'ESS face à la crise.

- Selon vous, l'ESS a-t-elle un avenir dans les pays développés ?

Document 1 : L'économie sociale et solidaire (ESS), un recours face à la crise ?

Concilier performance économique et utilité sociale, c'est le mot d'ordre de l'économie sociale et solidaire (ESS). Les Français fréquentent l'ESS au quotidien, souvent sans le savoir. Mutuelles de santé, banques mutualistes, coopératives, commerces équitables sont quelques exemples d'un secteur qui compte environ 200 000 entreprises, emploie 10% des salariés du pays (plus de 2 millions de salariés) et représente 10% du PIB.

L'ESS serait-elle un outil efficace contre le chômage et une solution à la crise économique ? C'est la conviction de Claude Alphanéry, même si ce dernier a conscience que dans l'esprit de beaucoup, ce secteur reste *"ponctuel, marginal et souvent réparateur"*, c'est-à-dire qu'il vient combler les absences de l'Etat-providence. Il tient à rappeler pour autant que *"des milliers de projets se montent chaque année"* dans des secteurs d'avenir tels que la transition énergétique ou l'économie numérique.

Tous les économistes ne partagent pas son enthousiasme. *"Son poids très faible fait qu'elle a plutôt une dimension de témoignage"*, considère Dominique Plihon, professeur à l'université de Paris-XIII. D'autres, comme Christian Chavagneux, jugent *"marginale"* la contribution de l'ESS à la dynamique de la société.

Mais pour Claude Alphanéry, l'ESS apparaît comme l'une des solutions pour sortir la France de la crise : *"C'est une sorte de troisième voie entre l'austérité et la politique de relance"*, estime-t-il.

Faux, estime l'économiste Philippe Askenazy : *"Il est naïf de croire que la crise, et la croissance de la pauvreté qui l'accompagne, va donner plus de place aux organisations de l'ESS. Bien au contraire, je pense que cet appauvrissement touchera nécessairement aussi l'ESS"*.

Cependant, *Le Figaro* rappelait en mars que les entreprises de l'ESS avaient en moyenne mieux supporté la crise, puisque 56% d'entre elles étaient encore debout cinq ans après leur création, contre 52% pour les autres entreprises. Pour autant, le quotidien refusait d'y voir une *"recette miracle"*, expliquant que ces structures étaient soumises *"aux mêmes aléas que les autres"* (concurrence, niveau de commandes...).